

Café TMNlab | Prendre en compte les pratiques culturelles de la jeunesse

Posted on 12 février 2026 by Bénédicte Chipault

À l'occasion de la sortie du [rapport du groupe 2 du Cycle des hautes études de la culture \(CHEC\)](#), le TMNlab a consacré un café à la question des pratiques culturelles des jeunes et, plus largement, à la manière dont les politiques publiques et les institutions culturelles peuvent et doivent repenser leur posture à leur égard.

Intervenants :

- Le groupe du CHEC :
 - **Nadine Baudet**, vice-présidente culture, communauté de communes Saône-Beaujolais
 - **Marie-Laure Cherel**, directrice du département développement des publics et médiation, Bibliothèque nationale de France
 - **Kevin Jaglin**, délégué à la culture et directeur du service culturel de l'Université Sorbonne Nouvelle
 - **Maxime Leschiera**, directeur du conservatoire à rayonnement régional de Bordeaux
- **Mandy Llamas**, fondatrice du [cabinet d'études Solea](#), spécialisé dans l'analyse des publics — en particulier les 15-25 ans — l'accompagnement stratégique et la formation aux pratiques de la donnée.

Réécoutez l'enregistrement du Café

Compte-rendu détaillé

*Cette partie a été générée avec deux outils IA :
l'un pour la transcription de l'enregistrement, l'autre pour l'analyse et le résumé.*

1) Contexte du rapport

Le rapport présenté est issu des travaux du CHEC, un parcours de formation du ministère de la Culture réunissant chaque année une cinquantaine de professionnels aux profils variés : agents de l'État, élus, responsables associatifs, acteurs du spectacle vivant, de l'enseignement supérieur ou des industries culturelles.

Dans le cadre de l'édition 2024-2025, consacrée au sujet "Identités, altérités : quels enjeux pour la culture ?", le groupe de travail s'est penché sur la question : « **Quelle prise en compte des pratiques culturelles des jeunes pour mieux dessiner les politiques publiques ?** »

Face à l'ampleur du sujet, le groupe a fait des choix méthodologiques clairs :

- se concentrer sur les **16-25 ans**, au-delà des dispositifs d'éducation artistique et culturelle,
- s'inscrire dans le périmètre des politiques relevant du ministère de la Culture,
- assumer une approche engagée, fondée sur l'émancipation et les droits culturels.

Accompagné par la sociologue **Sylvie Octobre**, le groupe a articulé données statistiques, analyses d'études existantes et nombreux entretiens avec des professionnels et des jeunes.

2) Premier constat sur la jeunesse

La jeunesse ne constitue ni un bloc homogène, ni une catégorie stable. Étudiants, jeunes actifs, personnes sans emploi ou en formation, jeunes urbains, ruraux ou ultramarins, tous évoluent dans des contextes économiques, sociaux et territoriaux très différenciés.

Les données mobilisées rappellent plusieurs éléments structurants :

- une jeunesse globalement plus pauvre que la moyenne de la population,
- un pays vieillissant, où l'accès à l'autonomie et à la citoyenneté est plus tardif qu'ailleurs en Europe,
- des politiques publiques nombreuses mais peu coordonnées, souvent pensées *pour* les jeunes plutôt qu'avec eux.

Ce décalage nourrit un sentiment récurrent : celui de dispositifs institutionnels projetant un avenir souhaité, sans toujours partir des pratiques réelles et présentes des jeunes.

3) Le pass Culture et pratiques culturelles marquées par l'hybridation

Parmi les politiques publiques analysées, le groupe a choisi de porter une attention particulière à la part individuelle du pass Culture. Souvent critiqué dans le débat public, ce dispositif a ici été observé à partir de ses usages concrets. Les enseignements tirés des études disponibles, notamment celles de la société pass Culture, vont à l'encontre de certaines représentations :

- diversité des pratiques mobilisées,
- évolution progressive des usages,

- curiosité culturelle plus large que ce que les professionnels imaginent parfois.

Surtout, le pass Culture introduit un élément central : la liberté de choix laissée aux jeunes. Une liberté qui interroge la capacité des institutions à faire confiance aux publics, plutôt qu'à prescrire des parcours jugés légitimes. Les échanges ont largement porté sur l'évolution des pratiques culturelles des jeunes. Si leur répartition reste proche de celle de l'ensemble de la population (cinéma, lecture, musique, spectacle vivant), leur intensité et leurs modes d'accès diffèrent.

Le **numérique** apparaît comme un facteur structurant :

- plateformes de streaming et réseaux sociaux comme portes d'entrée vers les œuvres,
- influenceurs culturels devenus prescripteurs,
- pratiques créatives facilitées par les outils numériques et l'IA générative.

Cette hybridation ne remplace pas les pratiques physiques, mais les **superpose et les intensifie**. Festivals, concerts, spectacles et lieux culturels demeurent des espaces clés de socialisation, à condition d'être accessibles.

4) Territoires ruraux : penser l'accessibilité autrement

La question territoriale traverse fortement le rapport. Pour les 25% de jeunes vivant en milieu rural, l'éloignement géographique constitue un frein majeur à l'accès à l'offre culturelle. Si le numérique compense partiellement ces distances, il ne suffit pas. L'enjeu est bien de **permettre des expériences culturelles vécues**, en s'appuyant sur les structures existantes, les associations locales et des formes souples comme les résidences artistiques, la réappropriation d'espaces ou les temps festifs. Plusieurs exemples montrent que lorsque les jeunes sont associés à l'organisation et à l'animation, ils deviennent des acteurs à part entière de la vie culturelle de leur territoire.

5) Freins persistants et responsabilités institutionnelles

Les discussions ont permis d'identifier plusieurs freins récurrents :

- le coût économique, dans un contexte de précarité accrue,
- le manque de temps et de disponibilité mentale (études, petits boulots, chômage),
- des formes de communication jugées éloignées des codes des jeunes (trop formelle et institutionnelle),
- un sentiment d'exclusion lié à des programmations peu représentatives de leurs cultures et le manque de diversité.

Ces obstacles interrogent directement les institutions culturelles, souvent prises entre

injonctions d'universalité, contraintes budgétaires et difficulté à suivre l'évolution rapide des pratiques.

6) Trois piliers pour un changement de posture

Au cœur du rapport, une proposition structurante : repenser la relation aux jeunes autour de trois notions clés.

La considération, qui implique de reconnaître la légitimité des pratiques culturelles des jeunes, dans une logique de droits culturels.

La confiance, en cessant de disqualifier leurs choix et en acceptant une part de risque dans l'autonomie laissée.

Le consentement, entendu comme la condition d'une participation réelle et non injonctive. Il ne s'agit pas seulement d'inviter les jeunes à contribuer, mais de s'assurer qu'ils souhaitent s'engager, qu'ils comprennent les cadres proposés et qu'ils peuvent refuser, infléchir ou redéfinir les modalités de leur implication. Cette notion replace la relation institutionnelle sur un terrain éthique : celui d'une coopération choisie, et non d'une mobilisation instrumentale.

Des exemples inspirants ont été cités, comme le festival *Nos Futurs* aux Champs Libres de Rennes, où les jeunes pilotent les choix et les équipes institutionnelles jouent un rôle de soutien.

7) Des préconisations concrètes

Parmi les recommandations formulées :

- adapter les postures d'accueil et de médiation,
- associer les jeunes aux projets et aux décisions,
- reconnaître leur rôle de prescripteurs,
- expérimenter sans craindre l'échec,
- lever les freins économiques par des politiques tarifaires ambitieuses,
- investir une communication multimodale, mêlant réseaux sociaux, formats papier et présence territoriale.

Enfin, le rapport conclut que la prise en compte des jeunes est une « ardente obligation » pour renouveler les publics de demain. Elle nécessite de briser la verticalité des politiques culturelles pour aller vers plus d'horizontalité et de confiance. Les retours d'expérience partagés par les participants ont montré que ces orientations produisent déjà des effets concrets : évolution des programmations, implication d'étudiants dans les équipes, nouvelles formes de médiation et de communication.

Rappelons que ce rendez-vous est le 2^e d'un **cycle de cafés consacrés aux usages des publics et non publics** :

- 04.12.25 : [Études de publics – comment ? et d’abord... pourquoi ?](#)
- 12.02.26 : [Les Français et le théâtre : on est où en 2025 ? Réponse avec l’ASTP](#)
- 19.02.26 : [Où et comment décide-t-on d’aller au théâtre ? De l’observation des pratiques à la stratégie com’ marketing](#)